

## Fin de cycle pour la social-démocratie

### Les démocrates américains envoûtés par la Silicon Valley

Depuis 2008, les inégalités sociales n'ont cessé de se creuser aux États-Unis. Car, bien qu'elle se vante d'avoir fait baisser le chômage, l'administration Obama s'est moins préoccupée du sort des travailleurs pauvres que du confort des innovateurs de la Silicon valley.



Yves Velter. – « Garden of Recognition » (Jardin de reconnaissance), 2013

Dans son discours sur l'état de l'Union de 2011, le président **Barack Obama** évoquait avec éloquence le fardeau supporté par les travailleurs du pays, ces Américains sans diplôme qui avaient autrefois pu disposer d'un emploi à vie et qui désormais payaient au prix fort la note de la désindustrialisation : villes délabrées, existences en ruine et salaires faméliques.

Logiquement, à ce stade du discours, on aurait attendu de son auteur qu'il détaille ce qu'il comptait entreprendre pour remédier à pareil désastre — lancer un programme d'emplois aidés, par exemple, ou un dispositif contre les délocalisations.

Au lieu de quoi le président expliqua aux travailleurs qu'il ne pouvait rien faire pour eux : « *Alors, oui, le monde a changé. La compétition pour l'emploi est une réalité.* » Le sort qu'on leur avait infligé se résumait à cela : une « *réalité* », c'est-à-dire une chose à laquelle il serait déraisonnable de ne pas se soumettre.

Un peu plus tard dans cette allocution, M. Obama abordait un sujet plus joyeux. La récession était alors techniquement surmontée et le président tenait donc à insister sur le programme économique qui devait marquer la fin de son premier mandat à la Maison Blanche. On l'aurait parié : l'« *innovation* », voilà ce dont le peuple avait besoin. « *Le premier pas à franchir pour conquérir l'avenir, annonçait-il en effet, c'est d'encourager l'innovation américaine.* »

Sur ce point, nulle trace chez lui de fatalisme ou de résignation : il s'agissait de subventionner copieusement les entrepreneurs innovants afin de « *multiplier les succès* ». Puisque chacun sait que la capacité à innover est liée aux études, le président appelait les étudiants à se montrer plus ambitieux, et les jeunes en général à redoubler d'efforts pour entrer à l'université. Un mois après ce discours, la Maison Blanche enfonçait le clou : « *La future croissance économique de l'Amérique et notre compétitivité internationale dépendent de notre capacité à innover, déclarait-elle dans un communiqué. Pour conquérir l'avenir, nous devons innover, éduquer et construire mieux que le reste du monde (1).* »

Des liens moins polémiques que ceux du président avec Wall Street

La place naguère occupée dans l'imaginaire démocrate par la finance est ainsi peu à peu revenue à la Silicon Valley, une autre industrie « *créative* » dont les milliards de dollars de profits n'aspiraient qu'à arroser les campagnes électorales. Des changements dans l'entourage du chef de l'État ont accompagné cette réorientation.

En 2014, M. David Plouffe, architecte de l'éblouissante première campagne présidentielle de M. Obama, mettait ses talents de magicien politique au service de la

société Uber. La même année, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Jay Carney, quittait son poste pour rejoindre la chaîne Cable News Network (CNN), avant d'entamer une florissante carrière chez Amazon, qui le nomma vice-président chargé des relations avec les médias et les milieux politiques.

Pendant ce temps, à Washington, le président créait une unité fédérale pour optimiser la présence du gouvernement sur Internet grâce aux techniques et aux mercenaires de la Silicon Valley. Une initiative aussitôt présentée comme « *la start-up cachée d'Obama* » par des journalistes spécialisés dans les nouvelles technologies (2).

La proximité de l'administration américaine avec la Silicon Valley n'a jamais soulevé de polémiques comparables, même de loin, à celles déclenchées par ses connivences antérieures avec Wall Street. Comme si les mastodontes des nouvelles technologies étaient de dévoués serviteurs de la démocratie, quoi qu'ils puissent faire en réalité. Comme si une aura d'insouciance juvénile nimbait en permanence les interactions entre la Maison Blanche et les maîtres d'Internet.

### **Dans le camp des gagnants du monde moderne**

Aujourd'hui, la prospérité inouïe de la Silicon Valley offre la démonstration ultime du mérite de la classe libérale progressiste. La société postindustrielle a su mettre en valeur les plus instruits, les créateurs, les ingénieurs et les scientifiques; elle les a couverts de gratifications économiques qui dépassent l'entendement.

L'histoire a rendu son verdict en élevant le secteur des nouvelles technologies très au-dessus de tous les autres, et avec lui les démocrates, positionnés depuis belle lurette dans le camp des gagnants du monde moderne.

Quand ils chantent les louanges de ce secteur, arrive fatalement le moment où ils se réfèrent à Google. Dans *L'Audace d'espérer*, paru en 2006, M. Obama raconte avec enthousiasme son pèlerinage au siège de la compagnie lorsqu'il était sénateur (4).

Une fois président, il a continué de citer Google dans la moitié de ses discours sur l'état de l'Union. Les employés de l'entreprise se sont hissés sur le podium des trois donateurs les plus généreux de sa campagne de 2012. Et M. Eric Schmidt, ancien

président-directeur général (PDG) et actuel président du conseil de surveillance de Google, se taille une place de choix dans les annales du social-libéralisme moderne. Il a par exemple siégé au Transition Economic Advisory Board (TEAB) du président et paradé à la tribune avec lui et ses principaux conseillers économiques trois jours après la victoire électorale de 2008.

Durant la campagne de 2012, c'est encore lui qui a conseillé le candidat démocrate sur sa stratégie relative aux données de masse. Et qui a-t-on retrouvé en 2015 à la tête d'une « *start-up de technologie politique* » conçue pour fournir à la candidate Hillary Clinton le fin du fin en matière de ciblage des électeurs ? M. Schmidt, bien entendu (4).

Le 137<sup>e</sup> homme le plus riche du monde — selon le classement 2015 de Forbes — est le milliardaire préféré du centre gauche américain.

Invité en 2014 au festival des médias interactifs South by Southwest, M. Schmidt s'est offert le luxe de déplorer les inégalités abyssales qui se creusent dans des villes comme San Francisco, où le coût de la vie dépasse de plus en plus les moyens de la majorité de la population. Sans surprise, la solution qu'il a préconisée ne consistait pas à réduire les inégalités, mais à « *créer plus de start-up à croissance rapide* », l'innovation étant le remède exclusif à tous les maux.

Chacun, a-t-il martelé, doit s'engager « *en faveur de plus d'éducation, plus d'immigration, plus de formation de capital, plus d'espaces créatifs, plus d'espaces autorisés par la régulation à être dérégulés afin que les start-up puissent effectivement s'épanouir en leur sein et que nous puissions nous en sortir* ».

Quant à M. Plouffe, le mythique ex-directeur de campagne de M. Obama, il se consacre désormais à vendre l'application Uber de la même façon qu'il vendait le champion démocrate : comme une solution à la récession. « *Il y a encore trop de gens qui ne ressentent pas les effets de la reprise économique, trop de gens qui cherchent du travail* », déclamait-il en 2015 lors d'un discours dans un incubateur d'entreprises à Washington.

Puisqu'il permet à tout un chacun de gagner sa croûte au volant de sa voiture, Uber « *apporte un avantage toujours plus important face au défi de la stagnation salariale et du sous-emploi (5)* ».

### **L'un des pires modèles d'exploitation de la main-d'œuvre**

Or nombre d'innovations entrepreneuriales unanimement célébrées ne sont en réalité que des instruments conçus pour contourner les règles économiques et sociales de nos sociétés. Uber en fournit l'exemple le plus évident : la majeure partie de ses gains proviennent non pas de son savoir-faire en matière de location de véhicules avec chauffeur, mais de la manière dont il échappe à la réglementation locale et nationale appliquée à l'industrie des taxis, notamment en matière de sécurité et d'assurances.

Et, de même qu'Airbnb autorise prestataires et clients à ignorer les lois auxquelles est soumise l'hôtellerie conventionnelle, Amazon permet à la plupart de ses consommateurs de se soustraire aux taxes locales.

Le géant de la vente en ligne a par ailleurs exploité sa position dominante sur le marché du livre aux États-Unis pour dicter ses conditions aux éditeurs et infliger des représailles à ceux qui refusaient de se plier à ses règles.

L'irréprochable Google agit de manière identique avec les annonceurs. Cela lui a valu en 2012 une enquête de la Commission fédérale du commerce (Federal Trade Commission, FTC), qui a estimé que ses pratiques portaient un « *préjudice réel aux consommateurs et à l'innovation sur le marché de la recherche et de la publicité en ligne* ». A ce jour, pourtant, ni Amazon ni Google n'ont eu à payer la moindre amende.

Autre grande pourvoyeuse de boniments sur l'innovation, l'industrie pharmaceutique propose une variation sur ce même thème. Elle ne cesse en effet de revendiquer son droit d'exercer tous les pouvoirs qui lui chantent pour écouler ses produits, faute de quoi, argue-t-elle, elle ne sera plus en mesure d'innover. Pas d'innovation sans monopole ; lui disputer la plus infime de ses prérogatives l'obligerait à fermer ses usines.

Insolite appellation que celle choisie par Amazon pour désigner son stock d'emplois précaires occasionnels : le « *Turc mécanique* » (6).

Lorsqu'une tâche ne peut être effectuée par des ordinateurs, on la confie à une armée de réservistes payés des clopinettes. On ne saurait rêver meilleure initiation à l'« *économie du partage* », ainsi appelée parce que le travailleur utilise sa propre voiture, son propre logement ou son propre ordinateur, au grand bénéfice de l'employeur (7). Cette économie a fourni l'une des sources d'emplois les plus fastueuses des années Obama. Le succès de la formule tient à la facilité avec laquelle n'importe qui peut s'enregistrer auprès d'une compagnie de prétendu « *partage* » et se rendre corvéable à merci, à la façon d'un intérimaire, un simple logiciel assurant la mise en relation avec le client et l'employeur. Cela rend toute l'affaire aussi numérique, innovante et profitable que possible.

Sous tous ses autres aspects, cependant, elle relève d'un modèle d'exploitation de la main-d'œuvre parmi les plus nocifs et asymétriques de ces dernières décennies. Dans le cas d'Uber, les coûts et les risques associés à cette activité — obligation de souscrire une assurance, de posséder un véhicule, d'envisager l'éventualité d'un arrêt-maladie ou la perspective de la retraite, etc. — sont tous à la charge du travailleur, tandis que l'« *innovateur* » californien qui a conçu le logiciel prélève la part du lion sur les gains ainsi dégagés. C'est le chacun pour soi érigé au rang de stratégie nationale pour l'emploi.

Le PDG d'une compagnie de financement participatif baptisée Crowd Flower expose en ces termes la recette miracle : « *Avant Internet, il aurait été difficile de trouver quelqu'un qui bosserait pour vous pendant dix minutes, puis de le virer au terme de ces dix minutes. Mais, grâce à la technologie, vous pouvez réellement trouver cette personne, lui verser une petite somme et ensuite vous en débarrasser quand vous n'en avez plus besoin (8).* » On ne s'étonnera pas que le PDG qui a prononcé ces paroles — un jeune gentleman du nom de Lukas Biewald — soit un donateur de M. Obama.

Si aucune des innovations évoquées ci-dessus n'est particulièrement digne d'éloges, il convient d'ajouter qu'aucune non plus n'était inévitable. Le gouvernement aurait pu facilement prévenir, ou du moins atténuer, la façon dont chacune d'entre elles a évolué.

Tout s'est fait avec l'accord du pouvoir politique fédéral ou des États, voire en leur sein même. Et quand le ministère de la justice a découvert en 2010 un plan concerté visant à limiter les salaires des travailleurs des nouvelles technologies, il a réagi à peu près de la même façon qu'en 2008 face aux banquiers « *trop gros pour être jetés en prison* » : il a engagé des poursuites au civil, avant d'arracher aux sociétés concernées... la promesse de ne pas recommencer dans un délai de cinq ans (9).

### **Ces industries sont l'avenir, c'est-à-dire ce avec quoi on ne se fâche pas**

Pour nombre de démocrates, pas question en effet de contrarier les « *innovateurs* ». Ne dirigent-ils pas des industries propres et vertueuses, des industries du savoir, de surcroît installés pour la plupart dans des États acquis à la cause du parti ? Ces entrepreneurs représentent la classe cultivée, la classe créative. Ils sont l'avenir, c'est-à-dire ce avec quoi on ne se fâche pas.

Comme le fait remarquer l'ancien ministre du travail Robert Reich, ces évolutions forment « *le point culminant d'un processus lancé il y a trente ans, quand les grandes entreprises ont commencé à transformer les salariés à plein temps en travailleurs intérimaires, en sous-traitants, en indépendants et en consultants (10)* ». Elles relèvent de l'atavisme et non de l'innovation. Elles n'ont pas renversé la tendance des dernières décennies : elles l'ont accélérée.

### **Thomas Frank**

Journaliste. Auteur de *Listen, Liberal or, What Ever Happened to the Party of the People ?*, Metropolitan Books, New York, qui paraît aux États-Unis en mars 2016 et d'où sont tirés ces extraits.

(1) « A strategy for American innovation. Securing our economic growth and prosperity », Maison Blanche, Washington, DC, février 2011.

(2) John Gertner, « Inside Obama's stealth startup », 15 juin 2015, [www.fastcompany.com](http://www.fastcompany.com)

(3) Barack Obama, *L'Audace d'espérer. Une nouvelle conception de la politique américaine*, Presses de la Cité, Paris, 2007.

- (4) « Hillary Clinton leans on Eric Schmidt's startup for campaign technology », Quartz, 16 octobre 2015, [www.qz.com](http://www.qz.com)
- (5) Discours devant le DC Tech Incubator 1776, Washington, DC, 3 novembre 2015.
- (6) Lire Pierre Lazuly, « Télétravail à prix bradés sur Internet », Le Monde diplomatique, août 2006.
- (7) Lire Evgeny Morozov, « De l'utopie numérique au choc social » et « Résister à l'uberisation du monde », Le Monde diplomatique, respectivement août 2014 et septembre 2015.
- (8) Cité dans Moshe Z. Marvit, « How crowdworkers became the ghosts in the digital machine », The Nation, New York, 5 février 2014.
- (9) « Justice Department requires six high tech companies to stop entering into anticompetitive employee solicitation agreements », ministère de la justice, Washington, DC, 24 septembre 2010.
- (10) Robert Reich, « The share-the-scrap economy », 2 février 2015, <http://robertreich.org>

Source : Thomas Frank Le Monde Diplomatique, mars 2016